

ANNEXE E: SYNTHÈSE DES RISQUES DE CORRUPTION POTENTIELS LIÉS À LA REDD+¹³⁵



	Acteurs impliqués			Menace de corruption	Acte de corruption	Mesure(s) de prévention
	National	Provincial	Local			
RÉGLEMENTATION (établissement de règles)						
Conception globale du cadre national REDD+	Parlementaires, élite politiques, entreprises internationales et nationales d'abattage, agroalimentaire d'échelle industrielle (huile de palme, sucre de canne, soja, jatropha), multinationales, promoteurs, militaires			Captation de l'Etat conférant une influence injustifiée sur la conception de la stratégie REDD+ Corruption politique Grande corruption	Influence injustifiée exercée par l'élite politique, les entreprises d'abattage, l'agroalimentaire, etc, afin de saper les fondements du cadre national REDD+ ou d'établir un cadre profitable à des groupes puissants	Évaluation des risques de corruption, suivie d'une analyse détaillée et exhaustive du cadre proposé, éventuellement avec une étude d'impact économique et social Consultations multipartites à chaque étape de l'élaboration du cadre national REDD+ (y compris stratégie, législation et réglementation nationales)
Préparation des plans initiaux d'utilisation des sols pour la REDD+ (aménagement du territoire)	Ministère/ services de la Planification Ministère/ services de la Foresterie	Gouverneurs et responsables provinciaux de l'aménagement du territoire	Planificateurs au sein du gouvernement local	Captation de l'Etat, corruption politique et grande corruption influençant les plans d'aménagement des sols pour la REDD+ ayant pour effet des violations des droits des populations autochtones et des autres communautés tributaires des forêts	Exercice d'abus d'influence ou octroi de pots-de-vin pour que soient exclues du champ de la REDD+ des concessions de grande valeur, tout en plaçant dans les plans d'aménagement REDD+ des zones déjà dégradées (abattage sélectif) soient incluses dans les plans d'aménagement REDD+.	Définition de critères objectifs pour orienter les décisions en matière d'aménagement des sols (e.g : facteurs "à risque" pour désigner les forêts à couvrir, la potentialité des sols ou de piégeage du carbone et les valeurs en biodiversité). Toutes les règles de prise de décision et décisions individuelles seront rendues publiques dans un format accessible.

135 Ce tableau est adapté du manuel de Transparency International qui analyse la corruption dans le secteur forestier: voir Blundell, AG. and Harwell, EE. (2009) Manual: An analysis of corruption in the forestry sector, Transparency International and Natural Capital Advisors, LLC, at p. 20 (Table 6), and pp 38 – 47 (Appendix 3) which contains a generic map of corrupt practices in the forestry sector, disponible a <http://www.illegal-logging.info/uploads/Forestrysectorcorruptiontoolsnov09FINAL.pdf>



ANNEXE E: SYNTHÈSE DES RISQUES DE CORRUPTION POTENTIELS LIÉS À LA REDD+¹³⁵

	Acteurs impliqués			Menace de corruption	Acte de corruption	Mesure(s) de prévention
	National	Provincial	Local			
Titres fonciers et des ressources naturelles	Parlementaires, élite politique, services de la planification et de la foresterie			La captation de l'Etat et la corruption politique entraînent la non reconnaissance des titres fonciers coutumiers	Abus d'influence et octroi de pots-de-vin entraînent la non-reconnaissance des droits coutumiers au titre des systèmes coutumiers de propriété des terres, afin que les "élites politiques" feignent des revendications coutumières pour s'approprier des revenus REDD+	Renforcement des capacités du secteur de l'administration territoriale. Aide aux ONG qui soutiennent souvent les communautés coutumières dans le processus d'enregistrement foncier.
Attribution de droits carbone	Parlement, élite politiques, puissantes entreprises d'abattage, promoteurs			Captation de l'Etat, corruption politique ou grande corruption débouchant sur une attribution inéquitable des droits carbone dans le cadre juridique de la REDD+	Abus d'influence pour inscrire les droits carbone dans le système de propriété foncière d'Etat ou de concessions d'exploitation, privant les communautés coutumières du contrôle sur les ressources du carbone (et éventuellement des revenus de la REDD+)	Une analyse minutieuse, grâce à des consultations multipartites, des règles proposées pour l'attribution des droits carbone
Fixation de scénarios / niveaux d'émissions de référence	Ministère/ Service de la Foresterie Élite politiques Puissantes sociétés d'abattage ou d'agroalimentaire			Captation de l'Etat, corruption politique, grande corruption suscitant une surestimation des niveaux d'émissions de référence Collusion	Abus d'influence visant à gonfler artificiellement le niveau de référence afin que la différence soit "écrémée" ultérieurement par les employés corrompus, ou visant à déterminer l'agenda et le contexte nationaux	Formulation de lignes directrices claires sur l'élaboration des niveaux de référence par le SBSTA, avec vérification par des tiers des niveaux fixés
Conception de systèmes de partage des avantages (BDS)	Ministère de la Foresterie, ministère des Finances, élites politiques	Élites politiques	Élites politiques	Captation de l'Etat, favoritisme, népotisme, copinage aboutissant à une conception déficiente du système de gestion financière	Abus d'influence dans le cadre des BDS qui déterminent les bénéficiaires des revenus et bénéficiaires de la REDD+	Meilleure gestion des finances publiques management Rapports financiers publics, organe multipartite chargé de superviser la conception et la mise en œuvre du BDS

ANNEXE E: SYNTHÈSE DES RISQUES DE CORRUPTION POTENTIELS LIÉS À LA REDD+¹³⁵



	Acteurs impliqués			Menace de corruption	Actes de corruption	Mesure(s) de prévention
	National	Provincial	Local			
MISE EN ŒUVRE DE LA REDD+						
Administration foncière		Employés des services fonciers	Employés des services fonciers	Versement de pots-de-vin par les multinationales et les promoteurs de projets	Pots-de-vin versés aux employés des services fonciers pour ignorer les revendications coutumières concurrentes ou pour être des titres fonciers frauduleux	Renforcement des capacités et transparence dans le secteur de l'administration foncière Mécanismes de recours
Rezonage parcellaire des terres pour autoriser (ou exclure) les activités REDD+ dans des zones spécifiques		Exploitants forestiers Courtiers carbone	Fonctionnaires locaux, exploitants forestiers, courtier carbone	Paiements occultes	Pots-de-vin versés aux employés du service public afin de modifier le zonage d'un secteur afin d'autoriser ou exclure la REDD+	Avis au public et appels à candidatures pour toutes les demandes et décisions de rezonage
Droits carbone		Employés des services de planification Promoteurs	Employés des services de planification locaux	Versement de pots-de-vin à des fonctionnaires par des acteurs corrompus, entraînant une perte des droits carbone pour les populations autochtones et les autres communautés tributaires de la forêt	Pots-de-vin moyennant lesquels les revendications concurrentes aux droits carbone sont ignorés, ou contre l'émission ou l'enregistrement frauduleux de droits carbone	Renforcement des capacités pour le secteur foncier Toutes les demandes d'enregistrement des droits carbone et les décisions d'enregistrement doivent être rendues publiques Mécanismes de recours
Risques liés à la mesure du carbone		Fonctionnaires dans le secteur forestier	Fonctionnaires locaux	Versement de modestes pots-de-vin par les promoteurs de projets ou au niveau infranational	Surestimation par des fonctionnaires de la quantité de réductions d'émissions carbone ou de carbone piégé	Procédures de MRV carbone







Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau des politiques de développement
One United Nations Plaza
New York, NY, 10017 USA
Tél: +1 212 906 5190

Novembre 2010

Pour plus d'informations, consulter: www.undp.org